

Que veut Erdoğan pour la Turquie ?

Arrestations d'opposants, discours conservateur, réforme renforçant ses pouvoirs... Que signifie cette dérive autoritaire du président turc Recep Tayyip Erdoğan ?

Par Sandra Laboucarie



Un seul maître: lui

Au pouvoir depuis 14 ans (d'abord comme Premier ministre puis Président), Erdoğan vient d'initier une réforme qui lui permettrait de garder les rênes du pays jusqu'en... 2029. Le texte supprime un principe essentiel de la démocratie: la séparation des pouvoirs. Exit le poste de Premier ministre. Exit l'indépendance de la justice. Le président concentre tous les pouvoirs. Adopté par le Parlement, le texte doit être approuvé par référendum. Erdoğan se prendrait-il pour un sultan? Il s'est déjà fait construire le palais: une demeure de plus de 1 000 pièces à Ankara. Il aime aussi se mettre en scène dans les médias. Une façon de montrer au peuple que tout est sous (son) contrôle.

Un seul parti: l'AKP

En 2001, Erdoğan fonde l'AKP, le parti de la justice et du développement, qui remporte tous les scrutins. Aujourd'hui encore, il jouit d'une certaine popularité. Il a des opposants mais leurs causes sont bien trop différentes pour faire bloc commun contre lui. Il y a des nationalistes, des pro-kurdes, des islamistes, des laïcs... Ils n'ont pas non plus de voix légale pour protester: la presse est bâillonnée, la justice contrôlée. **Dès qu'une forme d'opposition se manifeste, le travers autoritaire d'Erdoğan se renforce.** En 2013, le mouvement de Gezi, aux revendications d'abord écologistes puis anti-Erdoğan, est violemment réprimé: six morts et un millier de blessés. Depuis le coup d'État manqué l'été dernier, le pays connaît une répression inédite: 41 000 personnes arrêtées, 100 000 licenciées.

Une économie: à visée mondiale

Erdoğan veut élever la Turquie au rang de puissance mondiale. Depuis son arrivée au pouvoir, il peut se targuer de succès économiques: une croissance à rendre jaloux les Chinois, un revenu annuel par habitant trois fois plus élevé... **L'essor économique, la stabilité politique ont attiré les investisseurs étrangers.** Le pouvoir a aussi initié de grands travaux faisant d'Istanbul sa vitrine: une mosquée géante, un troisième aéroport... Mais depuis deux ans, fortement dépendante des exportations, la situation mondiale fragilise l'économie turque. Surtout, l'instabilité politique (une quinzaine d'attentats en 2016, un coup d'État raté) refroidit les investisseurs.

Un seul peuple: les Turcs

La Turquie est le pays du Moyen-Orient qui compte le plus de Kurdes. Mais elle ne reconnaît pas leur identité. Depuis 1984, le PKK, une organisation qualifiée de terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne, a engagé une lutte armée pour obtenir l'autonomie de régions à majorité kurde dans le sud-est du pays. En trente ans, le conflit a fait 45 000 morts. **En 2015, Erdoğan a mis fin au processus de paix engagé deux ans plus tôt, envoyant des militaires dans le sud-est du pays.** Aujourd'hui, il ne fait plus de différence entre simple sympathisant de la cause kurde et membre du PKK. Accusée de terrorisme, la romancière Asli Erdoğan, militante des droits de l'homme, vient ainsi de passer plus de quatre mois en prison.

Une volonté: un islam fort

La politique du parti d'Erdoğan pour la Turquie repose sur trois piliers: la famille, la religion et la nation. **Erdoğan veut un retour de la tradition religieuse dans son pays.** Il modifie les règles de stricte laïcité, datant de la fondation de la république de Turquie. Il a ainsi autorisé le port du voile dans les hôpitaux, les universités, à l'école. Il défend aussi le retour d'une morale religieuse. Les ventes d'alcool sont désormais plus restrictives. Il affiche aussi sa volonté « d'élever des générations pieuses ». Depuis 2010, le nombre d'écoles religieuses a ainsi doublé.

Une stratégie: leader en Orient

Erdoğan rêve d'une Turquie au centre du monde musulman. Surtout depuis le « Printemps arabe » en 2011, qui a vu émerger des mouvements politiques proches de son parti, comme les Frères musulmans en Égypte. Mais au jeu des alliances, Erdoğan brouille les cartes. En Syrie, il soutient d'abord l'Armée syrienne libre et est soupçonné d'armer des djihadistes contre le régime syrien. En 2015, il rejoint les Américains dans leur lutte contre Daech. Et en 2016, il s'allie à la Russie pour soutenir cette fois Bachar Al-Assad. Pourquoi un tel revirement? Erdoğan voit d'un mauvais œil la progression des Kurdes en Syrie, qui ont un territoire autonome, alors que lui a repris les combats contre les Kurdes dans le sud-est de la Turquie. Une série d'attentats attribués à Daech s'abat aussi sur la Turquie.